

# Coûts de la santé: les recettes des politiciens

**ÉLECTIONS FÉDÉRALES** Exigence de transparence à gauche, responsabilisation des assurés, financement uniforme et revalorisation des médecins généralistes à droite: les candidats aux élections ne désespèrent pas de juguler la hausse des coûts de la santé

## FORUM SANTE

La santé est l'un des principaux sujets de préoccupation des Suisses. A l'heure de l'annonce des primes maladie, «Le Temps» et «l'Illustré» organisent un grand forum pour en débattre.

### Date de l'événement

Le 26 septembre,  
de 16h00 à 19h00

\*\*\*

Amphimax,  
Université de Lausanne

### Inscription gratuite et programme

www.letemps.ch/forumsante



Par ordre d'apparition dans l'article: Blaise Fasel (PDC/FR), Brigitte Crottaz (PS/VD), Sophie Michaud Gigon (Verts/VD), Johanna Gapany (PLR/FR) et Chantal Tobler (UDC/FR). (DR/DR/IMAGIE.COM/DR/DR)

MICHEL GUILLAUME, BERNE

📧 @mfguillaume

Quel diagnostic dressent-ils sur le système de santé suisse et surtout quelles sont leurs recettes pour le réformer? *Le Temps* a contacté un ou une représentant.e des cinq plus grands partis de Suisse. Sur le constat, les avis sont unanimes: les prestations sont bonnes, mais trop chères, beaucoup trop chères. «Quand je lis dans le rapport d'experts mandaté par le Conseil fédéral qu'il y a 20% d'interventions superflues, je suis à la fois choqué et inquiet», avoue Blaise Fasel (PDC/FR).

Selon la diabétologue Brigitte Crottaz (PS/VD), ce système serait même «à la dérive». «Exploité par presque tous les prestataires de santé, il favorise les opérations inutiles et la surfacturation. Quoi que vous fassiez, vous êtes remboursé par les caisses, qui surveillent certes les coûts, mais pas la per-

tinence d'une prestation.» Et de citer un exemple qui lui est arrivé. Consultée par un patient qui montrait les symptômes d'un cancer du poumon, elle l'envoie faire un scanner dans un institut de radiologie. Quelques jours plus tard, la réponse arrive. «Il n'y a rien de nouveau par rapport au scanner que nous avons fait la semaine dernière.» Le patient avait consulté deux médecins différents et l'institut de radiologie a effectué sa prestation sans alerter le deuxième médecin. C'est ainsi qu'on dilapide stupidement 500 francs...

### La pharma sous le feu des critiques

A l'heure où le débat sur les médicaments chers défraie la chronique, la gauche exige beaucoup plus de transparence de la part de l'industrie pharmaceutique, qui met sur le marché des traitements innovants coûtant 100000 francs par patient et par an dans le domaine de l'oncologie et des maladies rares.

Sophie Michaud Gigon (Verts/VD) déplore que ces entreprises ne pratiquent pas la préférence nationale pour un produit qui s'apparente à une matière première: les pays

producteurs de pétrole vendent bien l'essence meilleur marché à leurs résidents. La secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC) veut bien comprendre que ces entreprises ne fassent pas dans le patriotisme économique, mais exige au moins un effort de transparence de leur part. «L'industrie pharmaceutique doit révéler ses coûts

### La gauche exige beaucoup plus de transparence de la part de l'industrie pharmaceutique

effectifs de recherche et développement, de manière à ce que les prix des médicaments soient fixés en rapport avec eux.» Précisant qu'elle soutient «la vraie innovation», Sophie Michaud Gigon souligne cependant: «Les autorisations

de mise sur le marché de médicaments nouvellement brevetés ne devraient concerner que les traitements qui apportent un bénéfice thérapeutique réel et décisif, ce qui est loin d'être le cas actuellement.»

Brigitte Crottaz abonde dans ce sens. Elle regrette le «chantage» que l'industrie pharmaceutique fait auprès des patients et de la Confédération. Ces entreprises menacent de ne pas mettre le nouveau médicament sur le marché si elles n'obtiennent pas de Berne le prix désiré. «Cette industrie établit ses prix selon une logique de «pay for performance», les fixant en fonction de la durée de vie prolongée, parfois estimée à 100000 francs pour un an de vie. Nous vivons dans un monde de folie, sans plus aucune logique.»

### «Supprimer les mauvais incitatifs»

Au PDC, qui a lancé une initiative pour freiner les coûts, Blaise Fasel plaide pour une double mesure: le transfert des prestations hospitalières du milieu stationnaire vers l'ambulatoire, couplé à une redéfinition du financement des prestations. Actuellement, le système

favorise un mauvais incitatif. Si une opération effectuée en ambulatoire est souvent deux fois moins chère, cela n'a aucune répercussion sur les primes, car les caisses financent à 100% les coûts de l'ambulatoire. Pour remédier à cela, le parlement réfléchit au financement uniforme, qui verrait toutes les prestations financées à environ 75% par les assurances et à 25% par les cantons. «On ne peut pas convaincre les Suisses d'assainir le système de santé si l'assuré ne voit pas sa prime diminuer», remarque Blaise Fasel.

Candidate au Conseil des Etats, Johanna Gapany (PLR/FR) priorise la revalorisation du médecin de famille, ce premier pilier du système de santé. «Les généralistes peuvent contribuer à la maîtrise des coûts, déclare-t-elle. Connaissant bien leurs patients, ils peuvent aussi décharger les services d'urgence des hôpitaux, qui sont aujourd'hui débordés et qui coûtent cher.» Alors que le canton de Fribourg fait actuellement un état des lieux de la situation, Johanna Gapany attend de lui qu'il soutienne les cabinets de groupes, qui offrent aux médecins des conditions de travail plus com-

patibles avec leur vie familiale. «J'espère qu'il les soutiendra comme les start-up, par exemple par un prêt sans intérêt lors de leur installation.»

### Responsabiliser les assurés

Chantal Tobler (UDC/FR) met quant à elle l'accent sur la responsabilité individuelle. Elle aussi déplore que trop de gens se rendent aux urgences pour de petits bobos. «Il faut que les assurés aient davantage recours à la télémédecine, que presque toutes les caisses maladie offrent désormais à leurs assurés 24h/24. Ces prestations sont tout aussi performantes que les urgences, voire plus, car elles évitent des déplacements et des attentes inutiles tout en fournissant un service très professionnel», insiste-t-elle. De plus, Chantal Tobler, qui achève actuellement une formation d'ingénieure en sciences alimentaires, souhaite davantage de mesures préventives, comme le dépistage précoce des cancers et les vaccins. «Ce type de prophylaxies est moins coûteux que le traitement des maladies», conclut-elle. ■

## Une caisse publique pour endiguer les hausses de primes

**VAUD** Le Conseil d'Etat soutient l'initiative cantonale du député socialiste Stéphane Montangero pour une assurance maladie cantonale

PROPOS RECUEILLIS PAR AÏNA SKJELLAUG  
📧 @AinaSkjellaug

En 2014, les Vaudois ont perdu une bataille, mais pas la guerre. Ils étaient 56% à se prononcer en faveur d'une caisse unique, projet enterré par le peuple suisse à 62%. Ils décident aujourd'hui de revenir avec un projet cousin: une initiative, lancée par le député socialiste Stéphane Montangero, demandant un changement de la loi sur l'assurance maladie (LAMal) afin de laisser aux cantons la possibilité de créer une institution cantonale. Le Conseil d'Etat a majo-

rité de gauche la soutient, le PLR s'en désolent.

**Stéphane Montangero, c'est un signal fort que le Conseil d'Etat vaudois vous soutienne?** Oui, d'autant plus qu'il utilise un certain nombre d'arguments qui sont aussi les nôtres. Le gouvernement vaudois dénonce ces problèmes d'augmentation des primes depuis plusieurs années. Car les primes sont un vrai problème de pouvoir d'achat des ménages. En 1996, lorsque la LAMal a été instaurée, le Conseil fédéral disait

qu'il ne fallait pas que les primes représentent plus de 8% du revenu disponible. Nous en sommes à 14%. Ce n'est plus supportable. En général, les années d'élections fédérales, l'augmentation est réduite... pour reprendre de plus belle l'année d'après. Nous vivons dans un

pays qui a un super système de santé, mais il faut voir les améliorations que l'on peut y apporter et la caisse publique en est une.

**Est-ce que cette initiative sera présentée au peuple?** Pas forcément puisqu'il n'y aurait pas de modification de la Constitution. L'initiative va désormais passer en commission puis en plénum du Grand Conseil avant d'être envoyée à Berne dans les deux Chambres. Ce qui est possible, c'est que les assureurs lancent un référendum. On verra alors ce que le peuple en dit.

**En quoi la caisse publique est-elle différente de la caisse unique?** La caisse unique et sociale était la première initiative qu'on avait lancée, avec l'idée de n'avoir plus qu'une seule caisse pour tout le pays, ainsi que des primes

proportionnelles aux revenus. Le but de cette nouvelle initiative est de donner la possibilité aux cantons qui le souhaitent de pouvoir mettre sur pied une caisse publique cantonale. S'il est accepté par les Chambres fédérales, le texte modifierait la LAMal. En Suisse romande, Vaud, Genève et Neuchâtel sont intéressés par ce genre de caisse publique.

**En quoi une caisse publique cantonale freinerait l'augmentation des primes?** Le premier bénéfice serait de réduire les réserves. Contrairement au deuxième pilier qui vous suit lorsque vous passez d'un employeur à un autre, ce que l'on cotise pour les assurances maladie sont des réserves qui restent attribuées à la caisse. On aurait également une compensation plus efficace des risques entre les assurés vaudois, les différences de

primes injustifiées et la chasse aux bons risques prendraient fin.

### Une bonne nouvelle pour les assurés que les assurances ne veulent pas prendre?

Exactement, quel que soit l'état de santé de la personne, elle sera acceptée. Normalement, dans l'assurance de base, tout le monde devrait l'être, c'est assez scandaleux de voir des assureurs trouver des arguments pour exclure certaines personnes. On arrêterait d'aller démarcher activement les jeunes de moins de 30 ans en pleine santé et de faire des tracasseries administratives à des personnes un peu plus âgées. On aurait une mutualisation des risques. Un autre point: avec un système de caisse publique, il y aurait un réel atout à faire de la prévention, puisque l'on trouverait le retour sur investissement assez rapidement. ■

## EN BREF

### Tests de médicaments: les excuses du gouvernement thurgovien

Le gouvernement thurgovien présente ses excuses aux victimes de tests de médicaments. Entre 1946 et 1980, au moins 3000 personnes ont servi de «cobayes» à la clinique psychiatrique de Münsterlingen (TG), révèle un rapport publié lundi. L'étude de 300 pages met en lumière le rôle clé joué par le médecin et directeur de clinique Roland Kuhn (1912-2005). A partir du milieu des années 1960 au plus tard, ses méthodes ne respectaient plus les normes scientifiques, a dit le président du Conseil d'Etat thurgovien, Jakob Stark, lors d'une conférence de presse à Frauenfeld (TG). ATS

### Les parents auront quatorze semaines pour s'occuper d'un enfant malade

Les parents devraient bénéficier d'un congé indemnisé de quatorze semaines pour s'occuper d'un enfant gravement malade. Un employé devrait pouvoir s'absenter pour soigner un proche. Le Conseil national a adopté lundi par 129 voix contre 48 un projet en ce sens. Le projet vise à mieux concilier l'activité professionnelle et la prise en charge d'un proche malade. Environ 1,9 million de personnes en Suisse accompagnent un enfant ou un adulte chaque jour. Cela a représenté 80 millions d'heures de travail non rémunéré en 2016. La mesure phare concerne les parents dont l'enfant est gravement malade ou accidenté. ATS

PUBLICITÉ

Une excellence couronnée d'un diplôme fédéral.  
Modulaire. Compact. Compatible avec le travail et avec la famille.

Expert en opérations financières  
avec diplôme fédéral FMO

**AZEK** SWISS TRAINING CENTRE FOR INVESTMENT PROFESSIONALS

www.azek.ch